Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 11

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 14 gennaio 1963** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652 361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. **13.390** Semestrale L. **7.380** Trimestrale L. **4.020**
Un fascicolo L. **60** Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. **12.030** Semestrale L. **6.520** Trimestrale L. **3.510**

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. **10.020** Semestrale L. **5.520** Trimestrale L. **3.010**
Un fascicolo L. **50** Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni via XX Settembre Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATI

L'8 gennaio, alle ore 11, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale S. E. il dottor Hadj Omar Boucetta il quale Gli ha presentato le Lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore del Marocco.

L'8 gennaio, alle ore 11,20, il Presidente della Repubblica ha ricevuto al Palazzo del Quirinale S. E. il signor Don Juan Lechín Oquendo il quale Gli ha presentato le Lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore di Bolivia.

L'8 gennaio, alle ore 11,40, il Presidente della Repubblica ha ricevuto al Palazzo del Quirinale S. E. il conte Geoffroy d'Aspremont-Lynden il quale Gli ha presentato le Lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore del Belgio.

(162)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 dicembre 1962, n. 1782.
Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale sui passeggeri clandestini, firmata a Bruxelles il 10 ottobre 1957.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale sui passeggeri clandestini firmata a Bruxelles il 10 ottobre 1957.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 8 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 dicembre 1962

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — TAVIANI — BOSCO — MACRELLI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Convenzione internazionale sui passeggeri clandestini
(Bruxelles, 10 ottobre 1957)

CONVENTION INTERNATIONALE SUR LES PASSAGERS CLANDESTINS

Les Hautes Parties contractantes,

Ayant reconnu qu'il était désirable de fixer par un accord certaines règles uniformes relatives aux passagers clandestins, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont, dans ce but, convenu de ce qui suit:

Article 1

Dans la présente Convention, les expressions suivantes auront le sens précis indiqué ci-dessous:

« Passager clandestin » signifie une personne qui, en un port quelconque ou en un lieu en sa proximité, se dissimule dans un navire sans le consentement du propriétaire du navire ou du capitaine ou de toute autre personne ayant la responsabilité du navire et qui est à bord après que le navire a quitté ce port ou lieu.

« Port d'embarquement » signifie le port ou lieu en sa proximité où un passager clandestin monte à bord du navire dans lequel il est découvert.

« Port de débarquement » signifie le port dans lequel le passager clandestin est remis à l'autorité compétente conformément aux stipulations de la présente Convention.

« Autorité compétente » signifie la personne ou service au port de débarquement, autorisé par le Gouvernement de l'Etat dans lequel ce port est situé, à recevoir et traiter les passagers clandestins conformément aux stipulations de la présente Convention.

« Propriétaire » inclut tout affréteur en coque nue du navire.

Article 2

(1) Si au cours d'un voyage d'un navire immatriculé dans un Etat contractant, ou portant le pavillon d'un tel Etat, un passager clandestin est découvert dans un port ou en mer, le capitaine du navire peut, sous réserve des dispositions du paragraphe (3), livrer le passager clandestin à l'autorité compétente du premier port d'un Etat contractant où le navire fait escale après la découverte du passager clandestin, et dans lequel il estime que ce passager sera traité conformément aux dispositions de la présente Convention.

(2) Lors de la livraison du passager clandestin à l'autorité compétente, le capitaine du navire devra remettre à cette autorité une déclaration signée contenant toute information en sa possession concernant ce passager clandestin et notamment sur sa, ou ses nationalités, son port d'embarquement, la date, l'heure et la position géographique du navire lorsque le passager clandestin a été découvert, ainsi que mention du port de départ du navire et des ports d'escales subséquents avec les dates d'arrivées et de départs.

(3) Sauf si un passager clandestin est sous le coup d'une mesure antérieure individuelle d'expulsion ou de refoulement, l'autorité compétente de tout port d'un Etat contractant devra recevoir tout passager clandestin qui lui est livré conformément aux précédentes dispositions de cet article et devra agir à son égard conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 3

Lorsqu'un passager clandestin est remis à l'autorité compétente au port de débarquement:

(1) Cette autorité peut le renvoyer à tout Etat dont elle estime à la fois qu'il est national et que cet Etat le reconnaît comme tel.

(2) Mais lorsque l'Etat ou, les Etats dont l'autorité compétente estime que le passager clandestin est un national, refuse ou, refusent d'accepter son renvoi, ou, lorsque l'autorité compétente considère que le passager clandestin ne possède aucune nationalité, ou que, pour les raisons mentionnées à l'article 5 (2) il ne doit pas être renvoyé dans son propre pays, la dite autorité peut, sous réserve des dispositions de l'article 5 (2), renvoyer le passager clandestin à l'Etat dans lequel se trouve le port qu'elle estime être son port d'embarquement.

(3) En outre, lorsque le passager clandestin ne peut être renvoyé conformément aux paragraphes (1) ou (2) du présent article, l'autorité compétente peut, sous réserve des dispositions de l'article 5 (2), le renvoyer dans l'Etat dans lequel se trouve le dernier port d'escale avant qu'il ait été découvert.

(4) Enfin, lorqu'un passager clandestin ne peut être renvoye conformément aux paragraphes (1), (2) ou (3) du présent article, l'autorité compétente peut le renvoyer dans l'Etat contractant dont le navire portait le pavillon quand le passager clandestin fut découvert.

L'Etat dans lequel le passager clandestin est ainsi renvoyé est tenu de l'accepter, sous réserve des dispositions du paragraphe (3) de l'article 2.

Article 4

Les frais d'entretien d'un passager clandestin au port de son débarquement, ainsi que ceux de son renvoi dans l'Etat contractant dont il est un national sont supportés par le propriétaire du navire, sans préjudice de son recours éventuel contre l'Etat dont le passager clandestin est un national.

Dans tous les autres cas propriétaire du navire assumera les frais de renvoi mais ne sera tenu des frais d'entretien que pendant trois mois à dater de la remise du passager clandestin à l'autorité compétente.

L'obligation éventuelle d'un dépôt ou d'une caution pour garantir le paiement des frais ci-dessus est régie par la loi nationale du port de débarquement

Article 5

(1) Les pouvoirs conférés par la présente Convention au capitaine d'un navire et aux autorités compétentes en ce qui concerne le sort d'un passager clandestin s'ajouteront et ne dérogeront pas à tous autres droits et obligations que lui ou elles peuvent avoir à cet égard.

(2) Pour l'application des dispositions de la présente Convention, le capitaine et les autorités compétentes du port de débarquement tiendront compte des motifs que le passager clandestin invoquerait pour ne pas être débarqué ou renvoyé dans tels ports ou tels Etats mentionnés à la présente Convention.

(3) Les dispositions de la présente Convention ne porteront en aucune manière atteinte aux droits et obligations de l'Etat contractant à accorder l'asile politique.

Article 6

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la dixième session de la Conférence diplomatique de Droit maritime.

Article 7

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge qui en notifiera le dépôt par la voie diplomatique à tous les Etats signataires et adhérents.

Article 8

(1) La présente Convention entrera en vigueur entre les dix premiers Etats qui l'auront ratifiée, six mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification.

(2) Pour chaque Etat signataire, ratifiant la Convention après le dixième dépôt elle entrera en vigueur six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 9

Tout Etat non représenté à la dixième session de la Conférence diplomatique de Droit maritime pourra adhérer à la présente Convention.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge qui en avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents.

La Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent six mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la Convention telle qu'elle est fixée à l'article 8 (1).

Article 10

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de dénoncer la présente Convention à tout moment après son entrée en vigueur à son égard. Toutefois, cette dénonciation ne prendra effet qu'un an après la date de réception de la notification de dénonciation au Gouvernement belge, qui en avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents.

Article 11

(1) Toute Haute Partie contractante peut, au moment de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge que la présente Convention s applique aux territoires ou à certains territoires dont elle assure les relations internationales. La Convention sera applicable aux dits territoires six mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cette Haute Partie contractante.

(2) Toute Haute Partie contractante qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe (1) du présent article, étendant l'application de la Convention aux territoires ou à certains territoires dont elle assure les relations internationales, pourra à tout moment aviser le Gouvernement belge que la Convention cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation.

(3) Le Gouvernement belge avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents de toute notification reçue par lui au titre du présent article.

Article 12

Toute Haute Partie contractante pourra, à l'expiration du délai de trois ans qui suivra l'entrée en vigueur à son égard de la présente Convention, demander la réunion d'une Conférence chargée de statuer sur toutes les propositions tendant à la révision de la présente Convention.

Toute Haute Partie contractante qui désirerait faire usage de cette faculté en avisera le Gouvernement belge qui se chargera de convoquer la Conférence dans les six mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 10 octobre 1957, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans archives du Gouvernement belge qui en délivrera des copies certifiées conformes.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
C. F. Ophüls
(Ad referendum)

Pour l'Argentine:

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:
Lilar

Pour le Brésil:
Hugo Gouthier de Oliveira Gondim
(Ad referendum)

Pour le Canada:

Pour la Cité du Vatican:
P. Demeur

Pour le Danemark:

Pour l'Egypte:

Pour l'Espagne:
El Conde de Casa Miranda
(Ad referendum)

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:
H. de Lageneste

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la Grèce:
C. Zamarias
Kyriakos Spiliopoulos

Pour l'Inde:
B. N. Kaul
R. E. Kumana
(Subject to acceptance by the Government of India)

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour Israël:
Gideon Rafael
Izaak Mintz
(Ad referendum)

Pour l'Italie:
Roberto Sandiford

Pour le Japon:

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

Pour le Pérou:
Pablo Abril de Vivero

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:
Eduardo Vieira Leitao
J. A. Correa de Barros
(Ad referendum)

Pour la Suède:

Pour la Suisse:
G. Jaccard

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour le Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

INTERNATIONAL CONVENTION RELATING TO STOWAWAYS

The High Contracting Parties,

Having recognised the desirability of determining by agreement certain uniform rules relating to stowaways, have decided to conclude a Convention for this purpose, and thereto have agreed as follows:

Article 1

In this Convention the following expressions shall have the meanings specified hereunder:

« Stowaway » means a person who, at any port or place in the vicinity thereof, secretes himself in a ship without the consent of the shipowner or the Master or any other person in charge of the ship and who is on board after the ship has left that for or place.

« Port of Embarkation » means the port or place in the vicinity thereof at which a stowaway boards ship on which he is found.

« Port of Disembarkation » means the port at which the stowaway is delivered to the appropriate authority in accordance with the provisions of this Convention.

« Appropriate authority » means the body or person at the port of disembarkation authorised by the Government of the State in which that port is situaded to receive and deal with stowaways in accordance with the provisions of this Convention.

« Owner » includes any charterer to whom the ship is demised.

Article 2

(1) If on any voyage of a ship registered in or bearing the flag of a Contracting State a stowaway is found in a port or at sea, the Master of the ship may. subject to the provisions of paragraph (3), deliver the stowaway to the appropriate authority at the first port in a Contracting State at which the ship calls after the stowaway is found, and at which he considers that the stowaway will be dealt with in accordance with the provisions of this Convention.

(2) Upon delivery of the stowaway to the appropriate authority, the master of the ship shall give to that authority a signed statement containing all information in his possession relating to that stowaway including his nationality or nationalities, his port of embarkation and the date, time and geographical position of the ship when the stowaway was found, as well as the port of departure of the ship and the subsequent ports of call with dates of arrival and departure.

(3) Unless the stowaway is under a previous individual order of deportation or prohibition from entry, the appropriate authority of a Contracting State shall receive any stowaway delivered to it in accordance with the foregoing provisions of this Article and deal with him in accordance with the provisions of this Convention.

Article 3

When a stowaway is delivered to the appropriate authority at the port of disembarkation:

(1) This authority may return him to any State of which it considers that he is a national and is admitted as such by that State.

(2) When, however, the State or States of which the appropriate authority consider the stowaway to be a national refuses or refuse to accept his return, or when the appropriate authority is satisfied that the stowaway possesses no nationality or that, for reasons mentioned in Article 5 (2), he should not be returned to his own country, then the said authority may, subject to the provisions or Article 5 (2), return the stowaway to the State in which the port which they consider to have been his port of embarkation is situated.

(3) However, if the stowaway cannot be returned as provided under paragraph (1) or (2) of this Article, the appropriate authority may, subject to the provisions of Article 5 (2), return him to the State in which the last port at which the ship called prior to his being found is situated.

(4) Finally, when the stowaway cannot be returned as provided under paragraph (1), (2) or (3) of this Article, the appropriate authority may return him to the Contracting State whose flag was flown by the ship in which he was found.

The State to which the stowaway is accordingly returned, shall be bound to accept the stowaway, subject to the provisions of Article 2 (3).

Article 4

The costs of maintenance of a stowaway at his port of disembarkation as well as those for returning him to the country of which he is a national shall be defrayed by the shipowner, without prejudice to the right of recovery, if any, from the State of which the stowaway is a national.

In all other cases the shipowner shall defray the costs of returning the stowaway but he will not be liable to defray maintenance costs for a period exceeding three months from the time when the stowaway is delivered to the appropriate authority.

Any obligation to provide a deposit or bail as a guarantee for payment of the above costs shall be determined by the law of the port of disembarkation.

Article 5

(1) The powers conferred by this Convention on the Master of a ship and on an appropriate authority, with respect to the disposal of a stowaway, shall be in addition to and not in derogation of any other powers or obligations which he or they may have in that respect.

(2) As regards the application of the provisions of this Convention, the Master and the appropriate authorities of the port of disembarkation will take into account the reasons which may be put forward by the stowaway for not being disembarked at or returned to those ports or States mentioned in this Convention.

(3) The provisions of this Convention shall not in any way affect the power or obligation of a Contracting State to grant political asylum.

Article 6

This Convention shall be open for signature by the States represented at the tenth session of the Diplomatic Conference on Maritime Law.

Article 7

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Government which shall notify trough diplomatic channels all signatory and acceding States of their deposit.

Article 8

(1) This Convention shall come into force between the ten States which first ratify it, six months after the date of the deposit of the tenth instrument of ratification.

(2) This Convention shall come into force in respect of each signatory State which ratifies it after the deposit of the tenth instrument of ratification, six months ofter the date of the deposit of the instrument of ratification of that State.

Article 9

Any State not represented at the tenth session of the Diplomatic Conference on Maritime Law may accede to this Convention.

The instruments of accession shall be deposited with the Belgian Government which shall inform through diplomatic channels all signatory and acceding States of the deposit of any such instruments.

The Convention shall come into force in respect of the acceding State six months after the date of the deposit of the instrument of accession of that State, but not before the date of entry into force of the Convention as established by Article 8 (1).

Artice 10

Each High Contracting Party shall have the right to denounce this Convention at any time after the coming into force thereof in respect of such High Contracting Party. Nevertheless, this denunciation shall only take effect one year after the date on which notification thereof has been received by the Belgian Government which shall inform through diplomatic channels all signatory and acceding States of such notification.

Article 11

(1) Any High Contracting Party may at the time of its ratification of or accession to this Convention or at any time thereafter declare by written notification to the Belgian Government that the Convention shall extend to any of the territories for whose international relations it is responsible. The Convention shall six months after the date of the receipt of such notification by the Belgian Government extend to the territories named therein, but not before the date of the coming into force of the Convention in respect of such High Contracting Party

(2) Any High Contracting Party which has made a declaration under paragraph (1) of this Article extending the Convention to any territory for whose international relations it is responsible may at any time thereafter declare by notification given to the Belgian Government that the Convention shall cease to extend to such territory. This denunciation shall take effect one year after the date on which notification thereof has been received by the Belgian Government.

(3) The Belgian Government shall inform through diplomatic channels all signatory and acceding States of any notification received by it under this Article.

Article 12

Any High Contracting Party may three years after the coming into force of this Convention in respect of such High Contracting Party or at any time thereafter request that a Conference be convened in order to consider amendments to this Convention.

Any High Contracting Party proposing to avail itself of this right shall notify the Belgian Government which shall convene the Conference within six months thereafter.

In witness whereof the Plenipotentiaries, duly authorized, have signed this Convention.

Done at Brussels, this tenth day of October 1957 in the French and English languages, the two texts being equally authentic, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government, which shall issue certified copies.

For the Federal Republic of Germany:
C. F Ophüls
(Ad referendum)

For Argentine:

For Australia:

For Austria:

For Belgium:
Lilar

For Brazil:
Hugo Gouthier de Oliveira Gondim
(Ad referendum)

For Canada:

For the Vatican City:
P. Demeur

For Denmark:

For Egypt:

For Spain:
El Conde de Casa Miranda
(Ad referendum)

For the United States of America:

For Finland:

For France:
H. de Lageneste

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

For Greece:
C. Zamarias
Kyriakos Spiliopoulos

For India:
B. N. Kaul
R. E. Kumana
(Subject to acceptance by the Government of India)

For Indonesia:

For Iran:

For Israel:
Gideon Rafael
Izaak Mintz
(Ad referendum)

For Italy:
Roberto Sandiford

For Japan:

For Norway:

For the Netherlands:

For Peru:
PABLO ABRIL DE VIVERO

For Poland:

For Portugal:
EDUARD VIEIRA LEITAO
J. A. CORREA DE BARROS
(Ad referendum).

For Sweden:

For Switzerland:
G. JACCARD

For the Union of Soviet Socialist Republics:

For Venezuela:

For Yugoslavia:

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

LEGGE 3 dicembre 1962, n. 1783.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione doganale per la importazione temporanea degli imballaggi adottata a Bruxelles il 6 ottobre 1960.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione doganale per l'importazione temporanea degli imballaggi adottata a Bruxelles il 6 ottobre 1960.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 16 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 dicembre 1962

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — TRABUCCHI — COLOMBO — PRETI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Convenzione doganale per l'importazione temporanea degli imballaggi. (Bruxelles, 6 ottobre 1960)

CONVENTION DOUANIERE

RELATIVE À L'IMPORTATION TEMPORAIRE DES EMBALLAGES

PRÉAMBULE

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière et des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce,

Considérant les vœux exprimés par les représentants du commerce international qui souhaitent voir étendre le champ d'application du régime de l'importation temporaire en franchise,

Désireux de faciliter le commerce international,

Convaincus que l'adoption de règles générales relatives à l'importation temporaire en franchise des emballages apportera des avantages substantiels au commerce international,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Définitions

Article premier

Aux fins de la présente Convention on entend:

(*a*) par « emballages » tous les articles servant, ou destinés à servir, d'emballages dans l'état où ils sont importés et notamment:

(i) les contenants utilisés ou destinés à être utilisés pour l'emballage extérieur ou intérieur de marchandises;

(ii) les supports utilisés ou destinés à être utilisés pour l'enroulement, le pliage ou la fixation de marchandises;

sont exclus les matériaux d'emballage (paille, papier, fibres de verre, copeaux, etc.) importés en vrac;

sont exclus également les engins de transport, notamment les « containers » au sens donné à ce mot dans l'article premier (*b*) de la Convention douanière relative aux containers en date, à Genève, du 18 mai 1956;

(*b*) par « droits à l'importation », les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les articles importés, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;

(*c*) par « admission temporaire », l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;

(*d*) par « emballages pleins » les emballages utilisés avec d'autres marchandises;

(*e*) par « marchandises contenues dans les emballages » les marchandises présentées avec les emballages pleins;

(*f*) par « personne », à la fois les personnes physiques et les personnes morales.

CHAPITRE II

Champ d'application

Article 2

L'admission temporaire est accordée aux emballages lorsqu'ils sont susceptibles d'être identifiés à la réexportation et que:

(*a*) importés pleins, ils sont déclarés devoir être réexportés vides ou pleins;

(*b*) importés vides, ils sont déclarés devoir être réexportés pleins;

la réexportation devant, dans les deux cas, être effectuée par le bénéficiaire de l'admission temporaire.

Article 3

Les dispositions de la présente Convention n'affectent en rien les législations des Parties contractantes relatives à la liquidation des droits à l'importation sur les marchandises contenues dans les emballages.

CHAPITRE III

Conditions particulières d'application

Article 4

Chaque Partie contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie et à se contenter d'un engagement de réexporter les emballages.

Article 5

La réexportation des emballages placés en admission temporaire aura lieu pour les emballages importés pleins dans les six mois et pour les emballages importés vides dans les trois mois qui suivront la date de l'importation. Pour des raisons valables, ces délais pourront être prorogés par les autorités douanières du pays d'importation dans les limites prescrites par leur législation.

Article 6

La réexportation des emballages placés en admission temporaire pourra s'effectuer en une ou plusieurs fois et à destination de tout pays, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même si ce bureau est différent de celui d'importation.

Article 7

Les emballages placés en admission temporaire ne pourront, même occasionnellement, être utilisés à l'intérieur du pays d'importation, sauf en vue de l'exportation de marchandises. Dans le cas des emballages importés pleins cette interdiction ne s'applique qu'à partir du moment où ils ont été vidés de leur contenu.

Article 8

1. En cas d'accident dûment établi et nonobstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation des emballages gravement endommagés ne sera pas exigée, pourvu qu'ils soient, selon la décision des autorités douanières:

(*a*) soumis aux droits à l'importation dus en l'espèce; ou

(*b*) abandonnés franco de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou

(*c*) détruits, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

2. Lorsque des emballages importés temporairement ne pourront être réexportés par suite d'une saisie et que cette saisie n'aura pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation sera suspendue pendant la durée de la saisie.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Article 9

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet des régimes prévus par la présente Convention, exposera le contrevenant, dans le pays où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de ce pays, et, le cas échéant, au paiement des droits à l'importation exigibles.

Article 10

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des restrictions et contrôles dérivant des réglementations nationales et basés sur des considérations de moralité publique, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publique ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique.

Article 11

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 12

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou plurilatéraux.

CHAPITRE V

Clauses finales

Article 13

1. Les Parties contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, sur la demande d'une Partie contractante, et, sauf décision contraire des Parties contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil de Coopération Douanière. La réunion del Parties contractantes adopte son règlement intérieur.

3. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont représentées.

Article 14

1. Tout différend entre Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites parties.

2. Tout différend qui ne sera pas réglé par voie de négociations directes sera porté, par les parties en cause, devant les Parties contractantes qui l'examineront et feront des recommandations en vue de son règlement.

3. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties contractantes.

Article 15

1. Le Gouvernement de tout Etat membre du Conseil de Coopération Douanière et de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées pourra devenir Partie contractante à la présente Convention:

(*a*) en la signant, sans réserve de ratification;

(*b*) en la ratifiant après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(*c*) en y adhérant.

2. La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 mars 1961 à la signature à Bruxelles, au siège du Conseil de Coopération Douanière, des Gouvernements des Etats visés au paragraphe 1 du présent article. Après cette date elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1 (*b*) du présent article, la Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

4. Le Gouvernement de tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation aura été adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, sur la demande des Parties contractantes, pourra devenir Partie contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

Article 16

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 15 de la présente Convention l'auront signée sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque État qui la ratifiera ou y adhérera après que cinq Etats l'auront signée sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit Etat.

Article 17

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois toute Partie contractante pourra la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'article 16 de la présente Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

Article 18

1. Les Parties contractantes peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout projet d'amendement ainsi recommandé sera communiqué par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière à toutes les Parties contractantes, aux Gouvernements de tous les autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et aux Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

3. Tout projet d'amendement qui aura été communiqué conformément au paragraphe précédent sera réputé accepté si aucune Partie contractante ne formule d'objection dans un délai de six mois, à compter de la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière aura communiqué ledit projet d'amendement.

4. Le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière fera connaître à toutes les Parties contractantes si une objection a été formulée contre un projet d'amendement et, en l'absence d'objection, l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes trois mois après l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe précédent.

5. Le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière notifiera à toutes les Parties contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies et aux Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les amendements acceptés ou réputés acceptés.

6. Tout Gouvernement qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 19

1. Tout Gouvernement peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, déclarer par notification au Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité; la Convention sera applicable auxdits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de ce Gouvernement.

2. Tout Gouvernement ayant, en vertu du paragraphe 1 du présent article, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité peut notifier au Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 20

1. Chaque Partie contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère liée par l'article 2 de la Convention qu'en ce qui concerne les emballages qui n'ont pas fait l'objet d'un achat, d'une location-vente ou d'un contrat de même nature, conclu par une personne établie ou domiciliée dans son territoire.

2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article, pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

3. Aucune autre réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 21

Le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière notifiera à tous les Etats signataires et adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies et aux Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce:

(*a*) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'article 15;

(*b*) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 16;

(*c*) les dénonciations notifiées conformément à l'article 17;

(*d*) l'entrée en vigueur de tout amendement conformément à l'article 18;

(*e*) les notifications reçues conformément à l'article 19;

(*f*) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 20.

Article 22

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le six octobre dix-neuf cent soixante en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière qui en trasmettra à tous les Etats signataires et adhérents des copies certifiées conformes.

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d'):

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:
Sous réserve de ratification
P. WIGNY
6-10-1960

Pour la Birmanie:

Pour le Brésil:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour le Chili:

Pour Cuba:

Pour le Danemark:

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Espagne:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour le Ghana:

Pour la Grèce:

Pour Haïti:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Liban:

Pour le Luxembourg:

Pour la Malaisie (Fédération de):

Pour le Nicaragua:

Pour la Norvège:

Pour la Nouvelle Zélande:

Pour le Pakistan:

Pour les Pays Bas (Royaume des):

Pour le Pérou:

Pour le Portugal:

Pour la République Arabe Unie:

Pour la Rhodésie et le Nyassaland (Fédération):

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour le Soudan:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour la Turquie:

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour l'Uruguay:

Pour la Yougoslavie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 novembre 1962, n. 1784.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia Madonna del Cavatore, in località San Luca del comune di Carrara (Massa Carrara).

N. 1784. Decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Apuania in data 24 febbraio 1962, relativo alla erezione della Parrocchia Madonna del Cavatore, in località San Luca del comune di Carrara (Massa Carrara).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 29. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 novembre 1962, n. 1785.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di Santa Lucia V.M., in località Pontestorto del comune di Castelnuovo di Porto (Roma).

N. 1785. Decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Ostia-Porto e Santa Rufina in data 23 settembre 1961, integrato con dichiarazione del 7 aprile 1962, relativo alla erezione della Parrocchia di Santa Lucia V. M., in località Pontestorto del comune di Castelnuovo di Porto (Roma).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 30. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 novembre 1962, n. 1786.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Vicaria curata Beata Vergine Auxilium Christianorum, con sede nella Chiesa Santuario Madonna della Difesa, in Casacalenda (Campobasso).

N. 1786. Decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Larino in data 31 ottobre 1961, integrato con dichiarazione del 22 gennaio 1962, relativo alla erezione della Vicaria curata Beata Vergine Auxilium Christianorum, con sede nella Chiesa Santuario Madonna della Difesa, in Casacalenda (Campobasso).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 28. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 novembre 1962, n. 1787.

Riconoscimento della personalità giuridica dell'Associazione laicale a scopo di religione, denominata « Movimento Unitas », con sede in Roma.

N. 1787. Decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica dell'Associazione laicale a scopo di religione, denominata « Movimento Unitas », con sede in Roma, e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 25. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 novembre 1962, n. 1788.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa ex conventuale di Santa Maria del Carmine, sita nel comune di Cerignola (Foggia).

N. 1788. Decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa ex-conventuale di Santa Maria del Carmine, sita nel comune di Cerignola (Foggia).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 26. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 novembre 1962, n. 1789.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia della B.M.V. del Buon Consiglio, in frazione Capanne del comune di Sillano (Lucca).

N. 1789. Decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Apuania in data 5 marzo 1962, relativo all'erezione della Parrocchia della B.M.V. del Buon Consiglio, in frazione Capanne del comune di Sillano (Lucca).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 27. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 ottobre 1962.

Iscrizione, nel quadro del naviglio militare dello Stato, della fregata « Virgilio Fasan ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, e successive modificazioni, sull'ordinamento della Marina militare;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Articolo unico.

La fregata « Virgilio Fasan » è iscritta, a decorrere dal 10 ottobre 1962, nel quadro del naviglio militare dello Stato.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 20 ottobre 1962

SEGNI

ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 dicembre 1962
Registro n. 112 Difesa-Marina, foglio n. 138

(144)

DECRETO MINISTERIALE 3 novembre 1962.

Sostituzione di un membro della Commissione costituita presso il Provveditorato alle opere pubbliche di Milano, incaricata di decidere sui ricorsi avverso le determinazioni del prezzo degli alloggi stabilito dalle Commissioni provinciali previste dall'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 17 gennaio 1959, n. 2.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 17 gennaio 1959, n. 2, recante norme per la disciplina della cessione in proprietà degli alloggi di tipo popolare ed economico;

Ritenuto che, ai sensi dell'art. 7 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 2 viene demandata al Ministero dei lavori pubblici la nomina presso ciascun Provveditorato alle opere pubbliche, di una Commissione incaricata di decidere sui ricorsi avverso le determinazioni del prezzo venale degli alloggi stabilito dalle Commissioni provinciali previste dall'art. 6, secondo comma, dello stesso decreto del Presidente della Repubblica n. 2;

Visto il decreto ministeriale 24 novembre 1959, numero 24743, registrato alla Corte dei conti il 29 dicembre 1959, registro n. 54, foglio n. 107, con il quale è stata costituita presso il Provveditorato alle opere pubbliche di Milano, la Commissione di cui all'art. 7 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 2 chiamandone a far parte, in qualità di membro, il dott. ing. Pietro Zavagli, ispettore generale dell'Ufficio tecnico erariale di Milano;

Considerato che il suddetto dott. ing. Pietro Zavagli è stato collocato a riposo e che, pertanto, occorre provvedere alla sua sostituzione in seno alla Commissione succitata;

Decreta:

Art. 1

Il dott. ing. Silvio Lazzari, ispettore generale, capo dell'Ufficio tecnico erariale di Milano, è nominato membro della Commissione di cui alle premesse, costituita presso il Provveditorato alle opere pubbliche di Milano, in sostituzione del pari grado dott. ing. Pietro Zavagli, collocato a riposo.

Art. 2.

Per ogni giornata di partecipazione alle sedute della Commissione di cui alle premesse è attribuito al dottor ing. Silvio Lazzari un gettone di presenza nella misura prevista dalla legge 11 gennaio 1956, n. 5.

Art. 3.

Si autorizza sul capitolo 23 del bilancio di questo Ministero per l'esercizio finanziario in corso, l'impegno della somma di L. 60.000 occorrente per il titolo di cui all'art. 2.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 3 novembre 1962

Il Ministro: SULLO

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 dicembre 1962
Registro n. 43, foglio n. 279

(124)

DECRETO MINISTERIALE 22 novembre 1962.

Autorizzazione al comune di Iglesias a contrarre un mutuo per la costruzione di un nuovo edificio da destinare a sede della Pretura.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER L'INTERNO E PER IL TESORO

Vista la istanza 30 maggio 1961 del sindaco di Iglesias;

Vista la deliberazione commissariale 24 giugno 1960, n. 796;

Vista la decisione 5 luglio 1960 della Giunta provinciale amministrativa approvante la deliberazione anzidetta relativa all'assunzione di un mutuo di lire 40.000.000 con la Cassa depositi e prestiti, per la costruzione di un edificio da adibire a sede di Pretura;

Visti il progetto, il preventivo di spesa e gli atti allegati;

Vista la legge 15 febbraio 1957, n. 26;

Ravvisata la necessità di costruire in Iglesias un nuovo edificio da destinare a sede della Pretura;

Tenuto conto che il Comune si è impegnato a realizzare l'opera entro due anni e che l'area edificabile viene offerta gratuitamente dal Comune stesso;

Decreta:

Art. 1.

Per eseguire la costruzione di un nuovo edificio da destinare a sede della Pretura, secondo il progetto presentato ed approvato, a firma dell'ing. Mario Pistis, il comune di Iglesias è autorizzato a contrarre con la

Cassa depositi e prestiti un mutuo di L. 40.000.000, con la osservanza delle norme di cui agli ultimi tre commi dell'art 11 della legge 3 agosto 1949, n. 589.

Art. 2.

Allo stesso scopo e per l'ammortamento di tale mutuo viene concesso al comune di Iglesias un contributo straordinario, da prelevarsi sulla somma annua stanziata nel bilancio del Ministero di grazia e giustizia a termini dell'art. 2 della legge 15 febbraio 1957 n. 26, nella misura di L. 3.102.700 annue, per la durata di anni quindici, con decorrenza dall'esercizio finanziario 1962-63.

Art. 3.

Previa presentazione di regolare atto di mutuo contenente apposita clausola di cessione, il Ministero di grazia e giustizia corrisponderà per tutta la durata dell'ammortamento direttamente alla Cassa depositi e prestiti per conto del comune di Iglesias ed irrevocabilmente, il contributo straordinario dello Stato indicato nel precedente art. 2.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 22 novembre 1962

Il Ministro per la grazia e giustizia
Bosco

Il Ministro per l'interno
Taviani

Il Ministro per il tesoro
Tremelloni

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Registro n. 15, foglio n. 327

(99)

DECRETO MINISTERIALE 17 dicembre 1962.

Trasferimento di crediti dall'Ente Approvvigionamento Carboni (E.A.C.) in liquidazione, all'Ente economico della pastorizia, in liquidazione.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'articolo unico della legge 18 marzo 1958, numero 356, recante disposizioni sul trasferimento di debiti e di crediti da uno ad altro degli Enti in liquidazione che sono stati assoggettati alla disciplina della legge 4 dicembre 1956, n. 1404;

Visti i propri decreti del 14 gennaio 1957 con i quali l'Ente Approvvigionamento Carboni (E.A.C.) e l'Ente economico della pastorizia sono stati assoggettati alla predetta disciplina;

Considerato che ai fini di una sollecita chiusura delle operazioni liquidatorie dell'Ente approvvigionamento carboni è necessario trasferire i seguenti crediti in contestazione o di lunga e difficile esazione:

1. Ditta Peirce Giuseppe di Napoli, fallimento, decreti ingiuntivi 23 giugno 1953 e 17 aprile 1956	L.	404.601
2. Ditta Giacchetti Brothers di Napoli, fallimento, dichiarazione fallimentare sentenza 14 ottobre 1954 della Sezione VII Tribunale fallimentare di Napoli	»	7.776.365
3. S. p. A. Industria Agglomerati Carboni I.A.C., di Napoli, fallimento, decreto ingiuntivo del 3 giugno 1953	L.	91.781.618
4. Società Alfredo Lupo di Napoli, fallimento, decreto ingiuntivo del 3 giugno 1953	»	23.921.184
5. Ditta Gastaldi & C. di Genova, raccomandataria del piroscafo canadese Pantrooper, rapporto obbligatorio, atto di citazione 26 luglio 1950, Tribunale di Genova	»	8.252.560
Totale .	L.	132.136.328

Decreta:

I sopraelencati crediti dell'Ente approvvigionamento carboni in liquidazione, complessivamente ammontanti a L. 132.136.328 (lire centotrentaduemilionicentotrentaseimilatrecentoventotto) sono trasferiti all'Ente economico della pastorizia in liquidazione.

Roma, addì 17 dicembre 1962

(97) *Il Ministro:* Tremelloni

DECRETO MINISTERIALE 20 dicembre 1962.

Autorizzazione alla Banca popolare di Novara, con sede in Novara, ad estendere il credito agrario di esercizio nel territorio delle province di Brescia e Parma.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni e integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visti i decreti ministeriali 13 settembre 1928, 30 giugno 1929, 12 aprile 1933 e 18 marzo 1958, coi quali la Banca popolare di Novara, con sede in Novara, è stata autorizzata a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme ed alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, nel territorio delle provincie di Milano, Pavia, Venezia, Treviso, Aosta, Alessandria, Cuneo, Novara, Torino, Vercelli, Roma e Varese, nonchè nel territorio dei comuni di Terni, Ferentillo, Fornole di Amelia, Lugnano in Teverina, Piediluco e Sangemini, in provincia di Terni;

Vista la domanda presentata dalla Banca stessa;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'autorizzazione concessa alla Banca popolare di Novara, con sede in Novara, con i decreti ministeriali in data 13 settembre 1928, 30 giugno 1929, 12 aprile 1933 e 18 marzo 1958, di che in premessa, è estesa al territorio delle province di Brescia e Parma.

Oltre che nei casi previsti dall'art. 37, terzo comma, e 47, terzo comma, del citato regolamento, la presente autorizzazione e quelle citate in premessa potranno essere revocate, con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, qualora esse non abbiano dato luogo ad un effettivo sviluppo della speciale attività creditizia da parte della Banca popolare di Novara.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 dicembre 1962

Il Ministro: TREMELLONI

(123)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1962.

Autorizzazione alla Camera di commercio, industria e agricoltura di Caserta ad applicare l'aliquota d'imposta per l'anno 1963.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sui Consigli e sugli Uffici provinciali dell'economia corporativa, approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, sulla soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia corporativa e sulla istituzione delle Camere di commercio, industria e agricoltura, nonchè degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Visto il regio decreto 31 ottobre 1941 n. 1418;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° settembre 1947, n. 892;

Vista la legge 20 ottobre 1961, n. 1182;

Esaminato il bilancio di previsione per l'esercizio 1963, presentato dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Caserta;

Decreta:

Art. 1.

L'imposta sui redditi di cui agli articoli 52, lettera *c*) e 54 del testo unico approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011 e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524, che la Camera di commercio, industria e agricoltura di Caserta è autorizzata ad esigere per l'anno 1963, è stabilita nella misura di L. 2 %.

Art. 2.

L'approvazione del bilancio di previsione per l'esercizio 1963 della Camera di commercio, industria e agricoltura di Caserta sarà disposta con altro provvedimento.

Nel frattempo il bilancio stesso avrà ugualmente esecuzione, limitatamente alla parte che ha riguardo ai proventi spettanti di diritto alla medesima Camera di commercio, industria e agricoltura, nonchè alle spese obbligatorie e comunque indispensabili per il normale funzionamento della Camera stessa e dell'Ufficio provinciale del commercio e dell'industria.

Roma, addì 28 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(127)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1962.

Autorizzazione alla Camera di commercio, industria e agricoltura di Verona ad applicare l'aliquota d'imposta per l'anno 1963.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sui Consigli e sugli Uffici provinciali dell'economia corporativa, approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, sulla soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia corporativa e sulla istituzione delle Camere di commercio, industria e agricoltura, nonchè degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Visto il regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1418;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° settembre 1947, n. 892;

Vista la legge 20 ottobre 1961, n. 1182;

Esaminato il bilancio di previsione per l'esercizio 1963, presentato dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Verona;

Decreta:

Art. 1.

L'imposta sui redditi di cui agli articoli 52, lettera *c*) e 54 del testo unico approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011 e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524, che la Camera di commercio, industria e agricoltura di Verona è autorizzata ad esigere per l'anno 1963, è stabilita nella misura di L. 1 %.

Art. 2.

L'approvazione del bilancio di previsione per l'esercizio 1963 della Camera di commercio, industria e agricoltura di Verona sarà disposta con altro provvedimento.

Nel frattempo il bilancio stesso avrà ugualmente esecuzione, limitatamente alla parte che ha riguardo ai proventi spettanti di diritto alla medesima Camera di commercio, industria e agricoltura, nonchè alle spese obbligatorie e comunque indispensabili per il normale funzionamento della Camera stessa e dell'Ufficio provinciale del commercio e dell'industria.

Roma, addì 28 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(129)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1962.

Autorizzazione alla Camera di commercio, industria e agricoltura di Bari ad applicare l'aliquota d'imposta per l'anno 1963.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sui Consigli e sugli Uffici provinciali dell'economia corporativa, approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, sulla soppressione dei Consigli e degli

Uffici provinciali dell'economia corporativa e sulla istituzione delle Camere di commercio, industria e agricoltura, nonchè degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Visto il regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1418;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° settembre 1947, n. 892;

Vista la legge 20 ottobre 1961, n. 1182;

Esaminato il bilancio di previsione per l'esercizio 1963, presentato dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Bari:

Decreta:

Art. 1.

L'imposta sui redditi di cui agli articoli 52, lettera c) e 54 del testo unico approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011 e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524, che la Camera di commercio, industria e agricoltura di Bari è autorizzata ad esigere per l'anno 1963, è stabilita nella misura di L. 2 %.

Art. 2.

L'approvazione del bilancio di previsione per l'esercizio 1963 della Camera di commercio, industria e agricoltura di Bari sarà disposta con altro provvedimento.

Nel frattempo il bilancio stesso avrà ugualmente esecuzione, limitatamente alla parte che ha riguardo ai proventi spettanti di diritto alla medesima Camera di commercio, industria e agricoltura, nonchè alle spese obbligatorie e comunque indispensabili per il normale funzionamento della Camera stessa e dell'Ufficio provinciale del commercio e dell'industria.

Roma, addì 28 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(128)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1962.

Autorizzazione alla Camera di commercio, industria e agricoltura di Pescara ad applicare l'aliquota d'imposta per l'anno 1963.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sui Consigli e sugli Uffici provinciali dell'economia corporativa, approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, sulla soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia corporativa e sulla istituzione delle Camere di commercio, industria e agricoltura, nonchè degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Visto il regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1418;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° settembre 1947, n. 892;

Vista la legge 20 ottobre 1961, n. 1182;

Esaminato il bilancio di previsione per l'esercizio 1963, presentato dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Pescara;

Decreta:

Art. 1.

L'imposta sui redditi di cui agli articoli 52, lettera c) e 54 del testo unico approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011 e modificato col regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524, che la Camera di commercio, industria e agricoltura di Pescara è autorizzata ad esigere per l'anno 1963, è stabilita nella misura di L. 3 %.

Art. 2.

L'approvazione del bilancio di previsione per l'esercizio 1963 della Camera di commercio, industria e agricoltura di Pescara sarà disposta con altro provvedimento.

Nel frattempo il bilancio stesso avrà ugualmente esecuzione, limitatamente alla parte che ha riguardo ai proventi spettanti di diritto alla medesima Camera di commercio, industria e agricoltura, nonchè alle spese obbligatorie e comunque indispensabili per il normale funzionamento della Camera stessa e dell'Ufficio provinciale del commercio e dell'industria.

Roma, addì 28 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(126)

DECRETO MINISTERIALE 31 dicembre 1962.

Nomina del segretario della Commissione centrale per gli elenchi nominativi degli esercenti attività commerciali.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 della legge 27 novembre 1960, n. 1397, concernente l'assicurazione obbligatoria contro le malattie per gli esercenti attività commerciali;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 28 febbraio 1961, n. 184, concernente le norme di attuazione della legge citata;

Visto il decreto ministeriale 23 dicembre 1960, con il quale è stata istituita presso il Ministero dell'industria e del commercio la Commissione centrale per gli elenchi nominativi degli esercenti attività commerciali, prevista dall'art. 8 della legge predetta;

Visto il decreto ministeriale 2 maggio 1961, con il quale le funzioni di segretario della Commissione centrale di cui al precedente comma sono state affidate al dott. Manlio Pertempi, ispettore generale dei ruoli UPIC del Ministero dell'industria e del commercio;

Considerato che il dott. Manlio Pertempi è stato destinato ad altro incarico;

Decreta:

Le funzioni di segretario della Commissione centrale per gli elenchi nominativi degli esercenti attività commerciali, di cui all'art. 8 della legge 27 novembre 1960, n. 1397 ed all'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 28 febbraio 1961, n. 184, sono affidate al dott. Angelo Andreazza, ispettore capo dei ruoli UPIC del Ministero dell'industria e del commercio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(125)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessione di exequatur

In data 18 dicembre 1962 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Landulpho Antônio Borges da Fonseca, Console generale del Brasile a Milano.

(33)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Celenza sul Trigno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1958

Con decreto ministeriale in data 7 dicembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 28 dicembre 1962, registro n. 38 Interno, foglio n. 29, l'Amministrazione comunale di Celenza sul Trigno (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 4.324.670, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1958 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(179)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato sostitutivo del diploma originale di laurea

Il dott. Duilio Realacci, nato a Pastena il 13 gennaio 1919, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo a tutti gli effetti del diploma originale di laurea in lettere conseguita presso l'Università di Roma il 27 luglio 1946.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo all'Università di Roma.

(158)

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio professionale

Il dott. Attilio Giunta, nato a Firenze il 15 febbraio 1924, ha dichiarato di avere smarrito il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di medico-chirurgo, rilasciatogli dalla Università di Firenze in data 5 maggio 1949.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Firenze.

(155)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Diario della prova orale del concorso per titoli ed esami a duecentotrenta posti di vice assistente sociale

La prova orale del concorso per titoli ed esami a duecentotrenta posti di vice assistente sociale nel ruolo del personale di servizio sociale, carriera di concetto, dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e pena, indetto con decreto ministeriale 4 ottobre 1962, avrà inizio il giorno 30 gennaio 1963 alle ore 16 e si svolgerà in Roma nei locali del Ministero di grazia e giustizia, via Arenula, presso la Direzione generale per gli istituti di prevenzione e pena (decreto ministeriale 2 gennaio 1963)

(223)

MINISTERO DELLA SANITA'

Avviso relativo alla pubblicazione della variante della graduatoria dei vincitori del concorso per esami ad ottanta posti di vice ragioniere in prova nella carriera di concetto dei ragionieri del Ministero della sanità.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si rende noto che nel Bollettino ufficiale del Ministero della sanità n. 12 del mese di dicembre 1962, è stato pubblicato il decreto in data 17 ottobre 1962, che modifica la graduatoria dei vincitori del concorso per esami ad ottanta posti di vice ragioniere in prova nella carriera di concetto dei ragionieri del Ministero della sanità, di cui al decreto in data 4 giugno 1962, pubblicato nel Bollettino ufficiale n. 7 del mese di luglio 1962.

(187)

MINISTERO DELL'INTERNO

Diario delle prove scritte del concorso per esami per il conferimento di ventinove posti di vice ispettrice in prova nel ruolo della carriera direttiva della polizia femminile.

Si avvisano le interessate che le prove scritte del concorso per esami a ventinove posti di vice ispettrice in prova nel ruolo della carriera direttiva della polizia femminile, indetto con decreto ministeriale 19 giugno 1962, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 240 del 24 settembre 1962, avranno luogo in Roma, Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4, nei giorni 25, 26 e 27 febbraio 1963, con inizio alle ore otto.

(180)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.